

L'heure est-elle encore à la révolution verte en Inde ?

F. Landy

On connaît les succès de la révolution verte en Inde : en une douzaine d'années, l'autosuffisance acquise en matière de céréales, et une réduction des risques de famines. Les outils de cette révolution incluaient trois volets technologiques (semences, engrais, irrigation par forages) mais aussi une politique agricole volontariste fondée sur ce que l'on pourrait appeler une souveraineté alimentaire avant la lettre.

Aujourd'hui, les limites de ce processus sont évidentes, et tout comme la Politique Agricole Commune européenne dont elle est contemporaine, la révolution verte indienne est critiquée pour des raisons économiques, sociales et écologiques. L'heure est à de nouveaux paradigmes, mais ceux-ci devront prendre en compte tous les différents paramètres, environnementaux comme politiques, pour pouvoir fonctionner.

I. Les succès de la révolution verte

Il n'est pas si facile de dire quand a commencé la révolution verte en Inde. Il est encore plus ardu de décider quand elle s'est terminée. Pour ce qui concerne ses débuts, on a coutume de souligner l'alerte dramatique des deux mauvaises moussons successives de 1965 et 1966, qui auraient servi de catalyseur, face aux risques de famine, pour révoquer la politique menée depuis 1956 : celle-ci favorisait les importations de blé américain sous l'égide de la loi PL 480 et, partant, le consommateur urbain aux dépens de l'agriculteur¹. La guerre du Vietnam et sa critique par l'Inde, pays leader des Non-Alignés, rendait une telle situation intenable et justifiait la recherche d'une « souveraineté alimentaire » avant la lettre. Mais c'est 1963 que les premières semences de blé améliorée en provenance du Mexique arrivent en Inde. Même si celles de riz ont quelques années de retard, il n'a donc pas fallu de catastrophe climatique pour imposer ce revirement. De même, la mort de Nehru en 1964, qui va sans doute faciliter le virage, intervient trop tard pour expliquer une prise de conscience qui n'a pas besoin de conjonctures difficiles pour naître : constat de la stagnation des surfaces semées en blé, souvenir des premières années de l'Inde indépendante où une politique d'autosuffisance céréalière était recherchée, autant d'éléments qui expliquent qu'on va basculer très vite dans ce qui sera appelé (en 1968 seulement, aux Etats-Unis) la révolution verte.

Le premier élément du paquet technique, les semences améliorées, est assuré par la conjonction de la recherche internationale (gratuite) et des bonnes structures en agronomie existantes en Inde, d'origines souvent précoloniales. Le second, les engrais chimiques, va se développer grâce à une politique de diffusion et de subvention qui va de plus en plus associer les aides à la consommation et celles à la production industrielle. Le troisième, enfin, est l'irrigation : non point tant l'irrigation gravitaire, celle des canaux issus de barrages, dont l'équipement, souvent d'origine coloniale, va se poursuivre, mais l'irrigation à partir des nappes souterraines, avec des forages dont le coût est assuré par un crédit agricole de mieux en mieux diffusé et adapté progressivement à un paysannat pauvre.

¹ Ou du moins des agriculteurs vendant des surplus, faible minorité dans un pays où la taille moyenne des exploitations dépasse tout juste un hectare.

Si 1965 est parfois retenu comme véritable démarrage de la révolution verte, c'est parce que le 1^e janvier correspond au lancement de la *Food Corporation of India*, office chargé de gérer les achats par l'Etat des « grains alimentaires » (céréales et protéagineux) voire d'autres produits, leur stockage et transport, ainsi que leur redistribution de plus en plus subventionnée. Là est le quatrième élément, fondamental, de la véritable machinerie alimentaire qui seul permet d'expliquer le succès rapide de la révolution verte. Les prélèvements par l'Etat (*procurement*), qui jusqu'ici étaient limités et se faisaient à prix bas, parfois sous forme de taxation, sont désormais pratiqués à des prix d'intervention (*procurement prices*) relativement élevés (du moins les premières années) et surtout sans forte variabilité interannuelle. Les agriculteurs ont donc la garantie de pouvoir vendre leurs surplus de façon rentable, ce qui est une incitation clé à l'intensification des systèmes de culture.

Les résultats sont spectaculaires, du moins pour le blé (fig. 1). Dès 1977, l'Inde exporte des céréales, jusqu'à certaines années exporter plusieurs millions de tonnes de blé et de riz. Depuis longtemps les distributions de ces céréales subventionnées ne proviennent plus des importations mais de la production nationale (fig. 2).

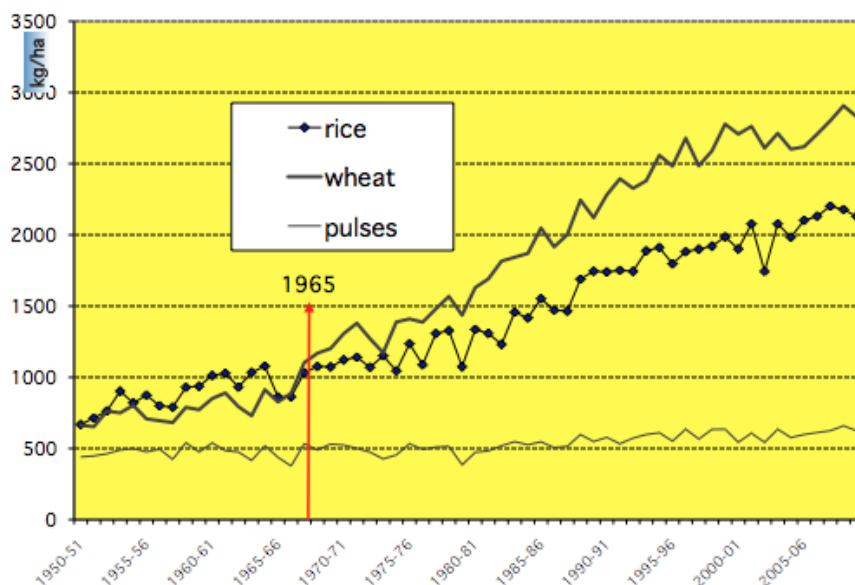


Fig. 1. Les rendements : révolution du blé, évolution du riz, stagnation des protéagineux (Source : Landy 2009, et *Economic Survey*)

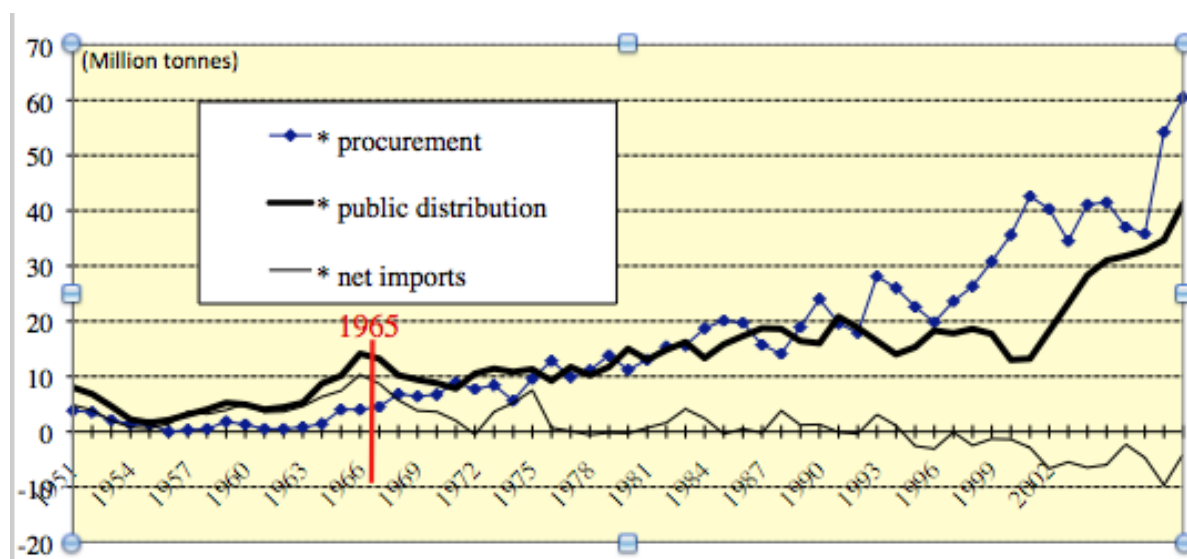


Fig 2. Des excédents céréaliers malgré l'essor de la distribution subventionnée (Source : Landy 2009, et *Economic Survey*). NB. La crise alimentaire mondiale à partir de 2007 a renversé la situation, obligeant l'Inde à interdire les exportations de céréales et à importer.

Ceci est d'autant plus remarquable que cette politique alimentaire repose sur deux piliers apparemment contradictoires, mais que l'Inde parvient à concilier : un volet productiviste, facteur d'intensification de l'agriculture ; et un volet social, avec la distribution subventionnée de riz, blé et sucre produits nationalement. L'Inde, dans le « dilemme alimentaire » (Padilla, 1996) que connaissent tant de gouvernements des pays du Sud, a refusé de choisir : faut-il satisfaire les agriculteurs avec des prix élevés aux dépens des consommateurs ? Ou faut-il satisfaire les consommateurs avec des importations bon marché au risque de sacrifier l'agriculture nationale ? On tentera de satisfaire les villes et les campagnes, les consommateurs et les producteurs. En témoigne cette énorme machinerie alimentaire, dont un schéma idéalisé est représenté en figure 3.

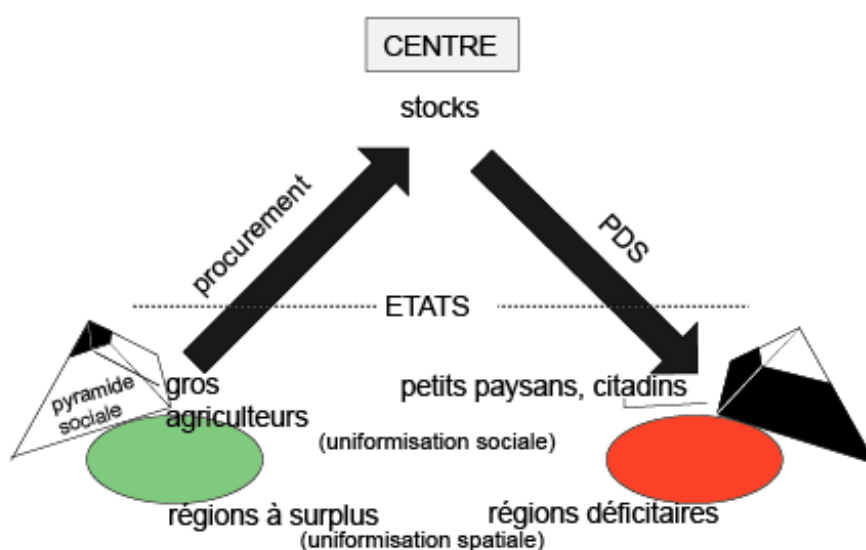


Fig.3. Schéma idéal de la machinerie alimentaire indienne (Landy, 2009)

Pour être complet, il ne s'agit pas de se limiter à l'étude de politiques agricoles relativement conjoncturelles, sur des pas de temps limités. La réussite de la révolution verte en Inde, et plus généralement en Asie méridionale, s'est fondée sur des mouvements séculaires de fond qui ont fourni un terreau favorable à ce que « prenne » ce processus d'intensification. Ainsi d'une « tradition » de recherche de rendements optimaux par hectare, en raison des fortes densités de population agricoles, de la petite taille des exploitations engendrée par la pression sur la terre, mais aussi d'investissements des pouvoirs en place (monarques, mais aussi nobles locaux, temples, etc.) en faveur de l'irrigation qui avaient été prolongés par la colonisation britannique. Celle-ci, en cadastrant le territoire et en fixant la propriété privée de la terre, avait aussi engendré un cadre favorable aux investissements des agriculteurs, assurés de pouvoir transmettre leur exploitation à leurs fils. Les réformes agraires qui avaient suivi l'Indépendance, pour incomplètes qu'elles aient été (moins de 3 % de la SAU redistribués du fait de plafonds à la propriété foncière), ont elles aussi été très favorables à l'intensification étant donné qu'elles ont pour l'essentiel engendré un pays de petits propriétaires exploitants en attribuant « the land to the tiller ». Nous ne prétendons pas ici que des agriculteurs dépourvus de la propriété au sens du droit romain soient forcément réticents à intensifier leurs systèmes de culture (ce serait tomber dans une lecture de la « tragédie des communaux »). Mais on peut penser que posséder individuellement sa terre demeure une situation idéale pour des incitations à l'intensification.

II. La remise en cause de la révolution verte

A. L'impact de la libéralisation

Quand s'est arrêté la révolution verte ? Le graphique 1 nous propose une réponse : la fin des années 1990, quand la hausse des rendements pour le blé et le riz ralentit fortement. Les analyses en économie politique soulignent également cette période, étant donné que 1991 est la date de signature d'un plan d'ajustement structurel et signe le début (officiel, alors même qu'elle était déjà largement amorcée) d'une libéralisation économique : celle-ci va épargner le système du *procurement* à prix d'intervention aussi bien que les subventions à l'électricité agricole, mais ne va conserver de fortes subventions que sur l'engrais azoté, et surtout supprimer l'essentiel des directives qui obligeaient les banques nationalisées à prêter aux (petits) agriculteurs, y compris dans les régions reculées. Au total, la baisse des investissements publics ne fut pas compensée par les investissements privés (qui ne se portent pas dans les mêmes secteurs). Même s'il est bien d'autres facteurs explicatifs du ralentissement des progrès agronomiques – ils seront abordés plus loin –, la disparition de l'Etat volontariste, « moderne », des années 1960 au profit d'un Etat moins présent, « post-moderne » pour les uns, sacrifiant l'agriculture et les campagnes pauvres pour les autres secteurs, explique en partie l'arrêt de la « révolution ».

Profitons-en pour évoquer un signe actuel de la crise agraire extrêmement médiatisé, les suicides paysans. Ceux-ci n'ont pas lieu dans les zones où la révolution verte a rencontré le plus de succès (le bastion du nord, autour du Punjab) mais dans les

zones d'agriculture majoritairement pluviale, notamment aux confins de l'Andhra Pradesh, du Maharashtra et du Karnataka, dans cette Inde centrale récemment convertie au coton. Le fait que cette plante soit la seule autorisée aux OGM actuellement – et que 80 % du coton indien soit, dit-on, désormais des OGM – n'est sans doute pas le principal facteur explicatif (même si les semences OGM coûtent trois fois plus cher que les hybrides « classiques »). Il faut plutôt accuser la libéralisation du commerce du coton : non seulement les taxes à l'importation ont été réduites à leur plus simple expression, mais l'Etat a fortement réduit sa politique d'achat des récoltes, laissant les agriculteurs sans filet de sécurité quand des prix faibles se conjuguent avec une mousson déficiente – et avec les exigences de remboursement de l'usurier local, auquel le paysan a dû s'adresser faute de crédit institutionnel disponible.

B. Une concentration excessive

La révolution verte est remise en cause au nom d'arguments anciens ou nouveaux. Les critiques anciennes qui continuent de lui être faites concernent les processus de *concentration* sociale et spatiale auxquels elle préside (alors que la réforme agraire et des politiques moins centrées sur l'urgence alimentaire ont cherché la *diffusion*) (Landy, 2009). Les critiques plus récentes soulignent la dégradation qui peut survenir dans les zones mêmes des « succès » de la révolution verte.

Concentration culturale tout d'abord : on a remarqué depuis longtemps que les gains de productivité avaient concerné le blé avant tout, à un degré moindre le riz ou la canne à sucre, mais que des cultures pourtant fondamentales pour l'économie agricole et l'alimentation indienne telles que les protéagineux et les oléagineux étaient restées sur la touche (fig.1). Les politiques agricoles les ont longtemps négligées, alors même que la « révolution jaune » du colza ou de la moutarde, feu de paille des années 1990, a montré qu'une politique volontariste aurait pu aussi les dynamiser. Désormais les importations d'huile de palme sont à l'Inde ce que celles de soja sont à la Chine : un fardeau considérable pour la balance commerciale, qui interdit de considérer que le pays connaisse la « sécurité alimentaire » ne serait-ce qu'au niveau national.

On insiste désormais sur l'érosion du patrimoine génétique de l'agriculture indienne. Non seulement le blé et le riz se sont substitués dans bien des régions à des cultures plus frustes (sorgho, éleusine, mils et autres céréales à petits grains que l'Inde appelle *millets*), mais les variétés améliorées de ces deux céréales « nobles » ont chassé des variétés plus rustiques, pourtant moins fragiles (procurant souvent plus de fourrage voire plus nutritives). Des efforts sont faits désormais pour relancer la culture de ces variétés, à l'occasion notamment de travaux de la recherche agronomique, publique, privée ou venant d'ONG, portant sur la riziculture pluviale. Les menaces sur le patrimoine culturel se doublent des appétits des grandes sociétés semencières, indiennes comme étrangères : ainsi du « partenariat » proposé par Syngenta à la banque de germoplasmes de Raipur au Chhattisgarh, qui conserve 23 000 variétés de riz, accord qui a dû être abandonné face à la révolte de mouvements altermondialistes (Lutringer, 2009).

Concentration sociale ensuite. Les Cassandre annonçant que la révolution verte allait enrichir les riches et appauvrir les pauvres avaient tort : même les ouvriers agricoles ont bénéficié du processus, étant donné que la hausse des rendements et la multiplication des cultures par an a augmenté les besoins en main-d'œuvre. Il est plus juste de dire que (à de notables exceptions, l'Inde étant vaste !) les riches sont devenus

plus riches et les pauvres un peu moins pauvres. Il reste que pour pouvoir profiter de tous les fruits de la révolution verte, il fallait pouvoir investir dans un forage... et il fallait au moins posséder une terre.

Surtout, la période récente a aggravé les clivages socio-économiques de ce point de vue : d'une part, les besoins en main-d'œuvre agricole déclinent étant donné certains processus d'extensification en court. Les salaires horaires ou journaliers des manouvriers ont augmenté, et ce avant même la mise en œuvre du National Rural Employment Guarantee Scheme qui depuis 2006 garantit 100 jours de travail par an dans des chantiers publics à toute famille pauvre (Khera, Nayak, 2009). Combiné avec l'essor de la mobilité de ces manouvriers, le développement des migrations temporaires vers les villes ou d'autres campagnes (Farrington et al., 2006), la main-d'œuvre se trouve moins mobilisable, moins conciliante, plus onéreuse, et du coup les surfaces en cultures très exigeantes en travail, le riz en premier lieu, tendent à stagner voire à décliner. Le Kerala, mais aussi presque tout le sud de l'Inde désormais, voit ses rizières cultivées avec une et non plus deux récoltes par an, ou converties en plantations de filaos, de bananes ou d'hévéas.

D'autre part, la baisse voire l'épuisement des nappes souterraines (fig.4) a engendré une course suicidaire à des forages de plus en plus profonds qui a mis sur la touche les paysans dépourvus de capital, tandis que les agriculteurs aisés qui ont pu garder accès à l'eau la revendent parfois, devenant alors des *waterlords* (Dubash, 2002). Seul l'aval de la plaine du Gange, bien drainé et en bassin sédimentaire, présente un énorme potentiel en ce qui concerne l'irrigation souterraine – ainsi que pour une meilleure gestion des eaux de surface.

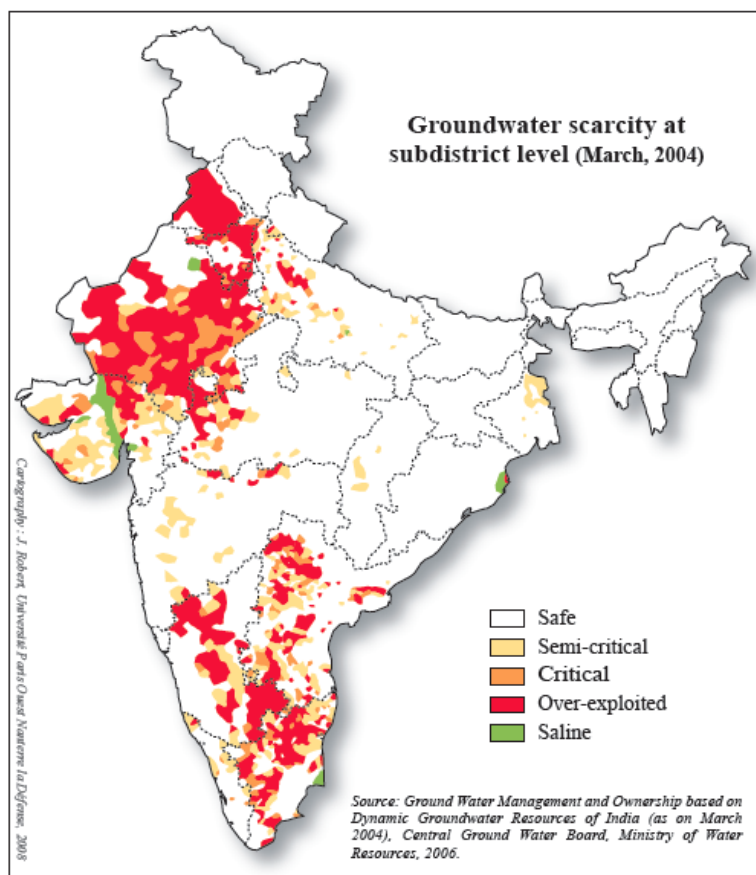


Fig.4. La surexploitation des nappes.

NB. 15 % des cantons sont « surexploités », et 13 % en situation « critique » ou « semi-critique » (Planning Commission, 2007).

Concentration spatiale enfin. La révolution verte s'est développée entre Punjab, Haryana et Uttar Pradesh occidental, dans les deltas rizicoles, ou dans les poches irriguées par barrage. Elle s'est diffusée ensuite de façon fort précaire dans des régions à sous-sol cristallin, aux réserves en eau souterraine limitées. Des régions entières sont demeurées à l'écart du processus, en particulier les collines forestières peuplées de minorités tribales *adivasi*, du Jharkhand à l'Andhra Pradesh : or c'est cette bande méridienne qui aujourd'hui est le théâtre des révoltes maoïstes naxalites, avec des cantons entiers qui sont tenus par ces guerilleros. D'autres régions ont été gagnées par la révolution verte, mais celle-ci y a fait long feu avec l'épuisement des nappes : c'est le cas comme on l'a vu de la région des suicides, un peu plus à l'ouest.

C. Vers une « révolution doublement verte » (Griffon, 2006) ?

Depuis les années 1990, les critiques se font de plus en plus vives. Tout comme celles contre la Politique Agricole Commune européenne, dont la révolution verte est exactement contemporaine (et qui utilise bien des outils semblables), elles ont trois volets, économique, social et écologique, qui mettent en question la *durabilité* du processus.

- *critique économique* : financièrement, la politique alimentaire de l'Inde est accusée de coûter cher, en une période où les déficits budgétaires de l'Etat sont décriés. On pourra trouver cette critique injuste, étant donné que l'ensemble de la machinerie alimentaire et de toutes les subventions à l'agriculture ne dépasse pas 1 % du PIB, ce qui vu les enjeux ne paraît pas un montant injustifié. Mais le fait est que beaucoup d'argent est gaspillé, que les produits subventionnés sont pour un tiers (céréales) ou moitié (sucre) détournés vers le marché libre, et que des réformes sont sans doute nécessaires. D'une façon générale, l'Inde connaît des cycles récurrents composés d'une période de surplus où il faut subventionner les exportations de grain stocké trop longtemps, suivie d'une période de pénurie où pour alimenter le Public Distribution System (PDS) il faut importer à coût souvent élevé.

- *Critique sociale* : les exportations de grain ont eu lieu, en quantité souvent énorme jusqu'en 2007, alors même que selon la FAO un cinquième de la population souffre de sous-nutrition, et que selon les statistiques indiennes la moitié des enfants est en sous-poids. L'Inde ne peut donc être considérée comme disposant de la sécurité alimentaire au sens fort du terme. Ne faudrait-il pas privilégier l'alimentation des plus pauvres, quitte à distribuer davantage par le PDS ?

Sur le front de l'agriculture, la révolution verte avait certes pu rendre viables des exploitations d'un demi-hectare si elles disposaient d'irrigation, mais elle n'a fait pour ainsi dire que retarder l'échéance imposée par l'émiettement des unités de production à chaque partage successoral. L'intensification, on l'a vu, est par ailleurs remise en cause par le problème de la main-d'œuvre, accentué paradoxalement par la (lente) mécanisation des façons agricoles – les ouvriers ayant moins de travail, ils partent davantage, sont donc moins disponibles, ce qui accentue la mécanisation, d'où un cercle vicieux. Ceci alors que ces mobilités populaires sont rarement sources d'enrichissement, vu les emplois très précaires où elles sont destinées, mais plus simplement facteurs de

survie et de reproduction du ménage. Au final, il est évident que le salut des campagnes indiennes ne pourra provenir de l'agriculture seule. Il convient de développer une diversification économique rurale « à la chinoise », avec une double activité et des emplois non agricoles qui viendraient suppléer à la petitesse des exploitations et au nombre des prolétaires agricoles. Le facteur limitant est sans doute ici l'éducation, étant donné qu'en 2011 seuls 74 % de la population sait lire et écrire : 35 % des Indiennes sont analphabètes, et encore davantage dans les campagnes, un facteur clé étant donné qu'on assiste progressivement à une féminisation de l'agriculture avec les mobilités de travail, surmasculinisées, et un certain dédain croissant pour les activités agricoles, beaucoup moins valorisantes socio-culturellement et économiquement que les autres.

- *Critique environnementale* : les eaux souterraines ne connaissent pas de situation critique en ce qui concerne leur qualité : la pollution des nappes par les nitrates des engrais chimiques semble encore peu forte, sauf en certaines zones des Punjab ou Haryana, Etats où l'on frôle les 200 kg d'éléments nutritifs par hectare récolté. Et c'est avant tout dans l'aval de la plaine du Gange (Bengale) que les puits sont pollués à l'arsenic – lequel provient sans doute d'une altération naturelle des sous-sols. Davantage que la qualité des eaux, c'est plutôt la qualité des sols qui est problématique, étant donné le degré de salinisation de ceux-ci dans les régions où l'irrigation a été associée à des systèmes de drainage insuffisants (ce qui est très courant, ne serait-ce que parce qu'on budgete rarement ces réseaux avals dans les grands projets afin d'en réduire le coût)².

Les nouveaux barrages, a priori construits dans des sites peu avantageux étant donné que les meilleures localisations ont déjà été équipées, ne peuvent qu'engendrer des problèmes environnementaux (sismicité en zone montagneuse, ennoisement de vallées fertiles ou à riche biodiversité, déplacement de population). Continuer à équiper les grands cours d'eau, ou mettre en œuvre les projets de transferts entre bassins considérés comme excédentaires et bassins déficitaires (en gros, du nord vers le sud de la péninsule) va réduire drastiquement ce qu'on appelle les « flux environnementaux », cette partie du débit apparemment inutilisée mais qui est indispensable au maintien des écosystèmes aval en place (deltas, mangroves...) (Molle, Wester éd., 2008).

III. Quelles solutions ?

Le paradigme de l'intensification ne peut plus être conservé comme tel – à l'exception de quelques régions comme l'aval de la plaine du Gange (Bihar) où la révolution verte reste encore embryonnaire (Etienne, 2009). Même au Punjab, même dans les zones qui ont connu le succès dès les années 1960, une gestion plus raisonnée des ressources demeure une nécessité. Il convient notamment de penser en termes de productivité de la terre non point seulement au niveau de la production brute, mais de la vente finale : autrement dit, les rendements pourraient stagner voire baisser au nom d'une réduction des intrants, mais avec une compensation permise par la réduction des pertes lors de la première transformation, le stockage et le transport des produits agricoles. Ceci justifie les processus d'intégration de l'agriculture dans l'agro-alimentaire (Joshi et al., 2007), avec des contrats associant producteurs et industriels, avec des infrastructures (entrepôts frigorifiques, marchés de gros, etc.) dont la construction est

² 1,2 % des terres des périmètres irrigués de plus de 2000 ha – 6 % au Gujarat, 3 % au Punjab – serait salinisé : un chiffre cité officiellement qui paraît très sous-estimé (Source : Rajya Sabha Unstarred Question No. 3015, 30.07.2009, cité par indiastat.com).

encouragée par l'Etat mais le plus souvent laissée au secteur privé. L'opinion de gauche critique cette intégration, craignant que les agriculteurs se trouvent exploités par le capital industriel. Mais c'est à l'Etat (fédéré plus que fédéral) d'imposer des cahiers des charges suffisamment stricts pour que les producteurs aient une sécurité garantie – un tel système existe d'ailleurs depuis longtemps pour la canne à sucre.

L'agriculture sous contrat ne fonctionnera bien que dans les zones développées, proches des axes de communication et des marchés urbains, et avec les plus gros agriculteurs. Qu'en sera-t-il des régions et des exploitants moins favorisés ? Outre la sortie de l'agriculture déjà évoquée avec une diversification économique des campagnes, on peut rêver de l'essor d'une agriculture « bio », éventuellement fondée sur un commerce équitable. En effet, tel Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, bien des petits agriculteurs des régions pauvres font de l'*organic* sans le savoir, faute d'argent pour appliquer engrais chimiques et pesticides. Le marché national du bio est cependant embryonnaire, les régions enclavées auraient besoin d'entreprises ou d'ONG dynamiques pour les relier aux consommateurs, bref, de telles filières sont pour l'instant réduites à certaines *success stories* au demeurant enthousiasmantes.

Reste à reconnaître la multifonctionnalité de l'agriculture, pour reprendre le jargon de l'Union Européenne. L'agriculture produit des services rémunérés, comme le développement du tourisme vert (*homestays* des plantations de café des Ghats), mais aussi des services environnementaux plus discrets, tels que la recharge des nappes phréatiques ou la lutte contre le ruissellement dans les zones de terrasses rizicoles irriguées. Alors même que la Chine s'est mise à verser des aides directes (encore réduites) à ses agriculteurs, il est temps que l'Inde fasse de même en rémunérant les siens, pour les encourager à contribuer à la sécurité alimentaire de la nation, à contenir l'exode rural, et maintenir des paysages qui ne sont pas encore considérés comme un « patrimoine » à l'instar de ce qui se passe en France, mais qui pourraient bientôt le devenir étant donné la double caractéristique de l'Inde : le fort attachement pour l'agriculture d'une grande partie de la population, souvenir de Gandhi oblige ; et, ce qui n'est pas contradictoire, le dédain croissant pour pratiquer cette activité, qui fait que désormais l'agriculteur prend même le risque de ne plus avoir de fils reprenneur de son exploitation en investissant dans l'éducation de tous ses enfants (les garçons au moins...). La valeur patrimoniale accordée en France à l'agriculture a augmenté avec la diminution du nombre de ses agriculteurs : c'est quand on perd quelque chose qu'on le regrette le plus... Un semblable processus est sans doute – beaucoup plus lentement, et toutes proportions gardées – en train de se produire en Inde.

Cette fonction culturelle de l'agriculture s'ajoute à sa fonction sociale (maintenir l'emploi rural) et à sa fonction environnementale, et la rend d'autant plus précieuse. Quant à sa fonction alimentaire, la crise des prix agricoles mondiaux, depuis 2007, a montré qu'elle gardait un rôle de premier plan – en Inde encore plus qu'ailleurs. Produire pour nourrir 1,2 milliard d'hommes n'est pas si aisé. Comme quoi les objectifs premiers de la révolution verte ne sont pas si surannés...

BIBLIOGRAPHIE

DUBASH, N., 2002, *Tubewell Capitalism: Groundwater Development and Agrarian Change in Gujarat*, New Delhi, Oxford University Press.

Economic Survey, annuaire, Ministry of Finance, New Delhi.

ETIENNE, G., 2009, *Repenser le développement. Messages d'Asie*, Armand Colin.

FARRINGTON, John, DESHINGKAR, Priya, JOHNSON, Craig, START, Daniel, 2006, *Policy Windows and Livelihood Futures. Prospects for Poverty Reduction in Rural India*, Oxford University Press, New Delhi, 512 p.

GRIFFON, M., 2006, *Nourrir la planète*, Paris, Odile Jacob.

JOSHI, P.K., GULATI, Ashok, CUMMINGS JR., Ralph (ed.), 2007, *Agricultural Diversification and Smallholders in South Asia*, Academic Foundation, New Delhi, 626 p.

KHERA, R., NAYAK, N., 2009, “Women Workers and perceptions of the National Rural Employment Guarantee Act”, *Economic and Political Weekly*, 44, 43, pp.49-57.

LANDY, Frédéric, 2009, *Feeding India. The Spatial Parameters of Food Grain Policies*, Manohar-CSH, Delhi.

LUTRINGER, C., 2009, *La nouvelle gouvernance de l'agriculture en Inde : les réponses des mouvements paysans à l'ouverture internationale*, thèse IHEID, Genève.

MOLLE, F., WESTER, P. (éd.), *River Basins: Trajectories, Societies, Environments*. Wallingford: CABI.

PADILLA, Martine, 1996. *Les politiques alimentaires*, Paris: Cujas.

Planning Commission, 2007, *Ground water management and ownership*, Report of the Expert Group, New Delhi (http://planningcommission.nic.in/reports/genrep/rep_grndwat.pdf).